

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE AIDE INDIVIDUELLE

LE PRESIDENT DE L'UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE

Vu le Code de l'Education :

Vu le décret n°2024-3 du 2 janvier 2024 modifiant le décret n°2020-1527 en date du 7 décembre 2020 portant création de l'établissement public expérimental Université Clermont Auvergne (UCA) ;

Vu les statuts de l'UCA :

Vu la délibération n°2024-05-31-05 du conseil d'administration de l'Université Clermont Auvergne du 31 mai 2024 donnant délégation au Président pour l'attribution des prix de concours, des bourses à la mobilité et toute aide individuelle, dans la limite des crédits alloués à ces dispositifs ;

ARRETE

Article 1 :

Dans le cadre du Master GT H2S (Graduate Track Humanities and Social Sciences) portée par l'Institut Lettres Langues Sciences Humaines et Sociales pour la Graduate School CAP-GS de l'UCA, le Président de l'UCA accorde une aide individuelle d'excellence de 4 000 € aux étudiants nommés ci-dessous inscrits en Master 2 pour leur accompagnement au développement de leur projet de recherche pour l'année universitaire 2025-2026 :

Age Group	Percentage
18-29	78%
30-49	75%
50-69	68%
70+	72%
18-29	70%
30-49	85%
50-69	82%
70+	75%
18-29	65%
30-49	70%
50-69	68%
70+	72%

Les bourses sont attribuées en 2 fois : 3000€ en novembre 2025 sous condition de la signature du contrat pédagogique et 1000€ en mars 2026 sous condition de la présence aux examens de S3.

La proposition d'attribution d'une bourse de 4 000 € par année universitaire 2025-2026 et par étudiant est soumise au vote des membres du bureau de l'Institut LLSHS du 18 novembre 2025.

Article 2 :

Le Directeur Général des Services et l'Agent Comptable de l'UCA sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Clermont-Ferrand,

Pour le Président, par délégation, le Directeur
Général des Services
David ZUROWSKI



Le 2 décembre 2025

Modalités de recours : *En application de l'article R421-1 du code de justice administrative, le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand peut être saisi par voie de recours formé contre les actes réglementaires dans les deux mois à partir du jour de leur publication et de leur transmission au Recteur.*